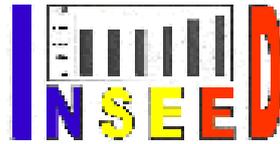
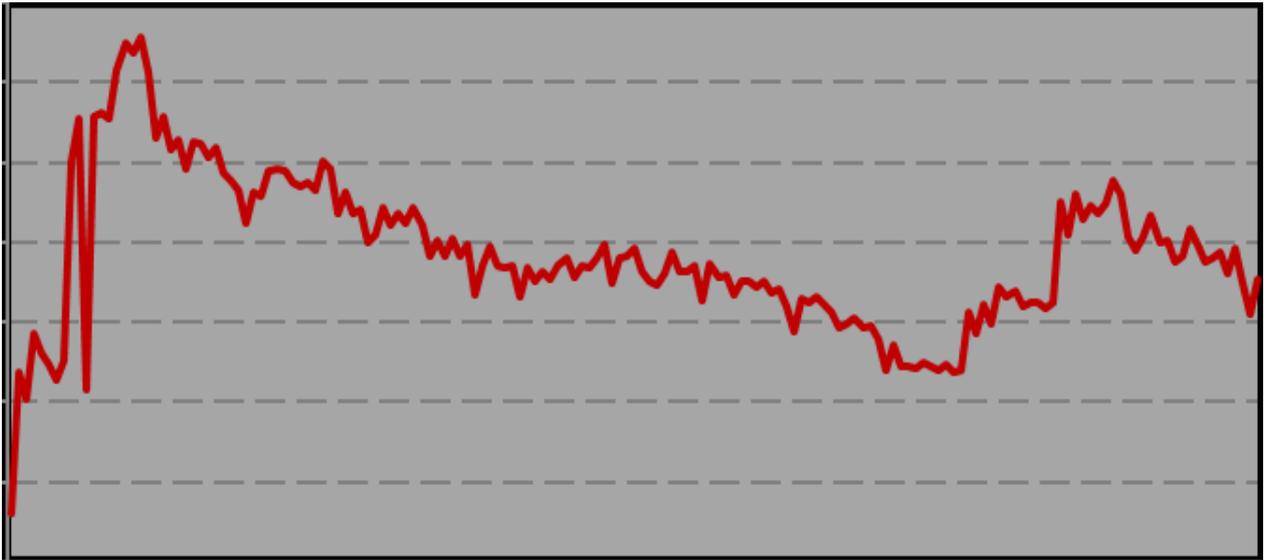


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note trimestrielle économique et sociale



PREMIER TRIMESTRE 2017

TABLE DES MATIERES

TABLE DES TABLEAUX.....	1
TABLE DES FIGURES.....	1
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
AVANT - PROPOS	4
L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	7
II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE.....	7
II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	8
II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES	10
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE	13
II.5 LES PRIX.....	13
II. INDICATEURS SOCIAUX RECENTS	21

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA).....	10
Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %).....	15
Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)	16
Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)	19
Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)	20
Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA).....	20
Tableau 7 : indicateurs sociaux	22
Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016	24
Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016.....	24
Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016.....	25
Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole).....	25

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays.....	5
Figure 2 : Cours de quelques matières premières	6
Figure 3 : Évolution de la production pétrolière	7
Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)	8
Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble	8
Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)	9
Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)	10
Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA), estimation 2017	11
Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA).....	11
Figure 10 : Évolution du trafic aérien [données provisoires T1]	12
Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T1].....	12
Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014).....	13
Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)	14
Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)	14
Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)	17
Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)	18
Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)	18

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC :	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC :	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
EDS-MICS :	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l’Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US:	Dollars US

AVANT - PROPOS

La production de ce document fait suite à des orientations données par le Ministre de l'Économie et de la Planification du Développement pour l'élaboration d'une note trimestrielle présentant une vue synthétique de l'économie tchadienne pour permettre aux autorités du pays, aux partenaires, au secteur privé, à la société civile et autres acteurs de la vie socio-économique de s'informer régulièrement sur l'évolution économique à court terme du pays, afin de pouvoir mieux orienter les politiques publiques et les choix décisionnels.

L'amélioration de la qualité des outils statistiques d'une manière générale et des indicateurs de suivi de la conjoncture économique en particulier continue d'être un pilier majeur du processus de modernisation des statistiques économiques entrepris par l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques depuis plusieurs années. A l'avenir nous comptons enrichir le contenu de cette note en y intégrant les comptes trimestriels, et toutes autres données pertinentes qui pourraient être produites.

Bien que la note se veut trimestrielle, le lecteur y trouvera des données statistiques nationales ne respectant pas cette périodicité, nous en sommes conscients ; mais nous avons jugé utile de les intégrer d'autres informations sur la situation économique internationale, pour donner au public la possibilité de s'informer davantage et de se rafraichir la mémoire en disposant des données plus relativement anciennes.

D'ores et déjà, l'INSEED sera très reconnaissant de recevoir les observations des lecteurs pour permettre d'améliorer les prochaines publications.

Enfin, la Direction Générale de l'INSEED voudrait remercier toutes les Institutions partenaires (publiques et privées) et les personnes ayant contribué à l'élaboration du présent document et les exhorte à œuvrer au renforcement de notre partenariat pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques de disposer d'une information aussi complète que possible, à jour et régulière sur l'économie nationale.

Le Directeur Général

Ousman Abdoulaye Haggar

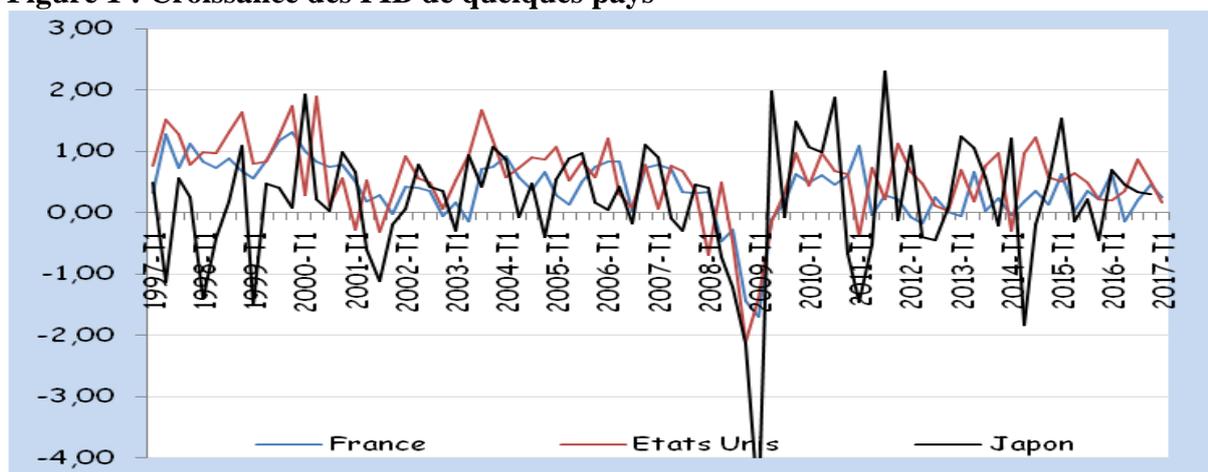
L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance mondiale : un raffermissement continu dans les pays de l'UE sur fond d'un léger bond du cours de pétrole

Les économies de la zone euro ont continué d'enregistrer un raffermissement de l'activité commencé en début d'année. La reprise semble s'auto-entretenir dans cette zone. L'Allemagne et l'Italie ont enregistré respectivement une croissance de 0,60% et 0,20% par rapport au trimestre précédent. Quant à la France, elle a perdu 0,19 points de pourcentage ; sa croissance s'établit ainsi à 0,26% par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, la situation économique s'est détériorée dans la zone euro. Ainsi, la France, l'Italie et l'Allemagne ont perdu respectivement 0,33 points de croissance, 0,19 points de croissance et 0,06 points de croissance. Cette évolution économique médiocre intervient alors que le cours des matières premières enregistre une légère amélioration. Par ailleurs, l'appréciation du cours des matières premières semblent avoir influencé l'inflation dans ces pays. Toutefois, ce contexte n'aurait pas découragé la demande sur le court terme.

Dans les autres pays du G7, l'activité économique s'est légèrement détériorée à l'exception du Japon (0,50%). Ainsi, en glissement trimestriel, les États-Unis ont enregistré une croissance de 0,17% soit une baisse de 0,30 points de croissance. Quant au Royaume-Uni, il a enregistré une croissance de 0,30% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, l'activité économique s'est améliorée au Royaume Uni comparativement à 2016. L'économie anglaise a cru de 2,08% par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Quant aux États Unis, leur performance économique a baissé de 0,03 points de croissance par rapport à la même période de 2016. La situation de l'économie américaine peut s'expliquer par l'effet conjugué d'une hausse de l'inflation décourageant la demande, d'une amélioration du cours de matières premières et d'un relèvement du taux d'intérêt.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OECD

L'inflation mondiale a grimpé au premier trimestre 2017 en raison d'une légère augmentation du cours de pétrole. Les niveaux de prix ont augmenté notamment aux États Unis (2,54%), Canada (1,91%), Allemagne (1,88%), Royaume Uni (2,10%) et France (1,23%).

Quant aux taux d'intérêts au trimestre sus-revus, ils demeurent très faibles en France et Allemagne (-0,33%), Royaume Uni (0,34%) et Japon (0,06%). Par contre, certains pays ont enregistré une légère augmentation du taux d'intérêt à court terme ; c'est le cas des États Unis (0,15 points de

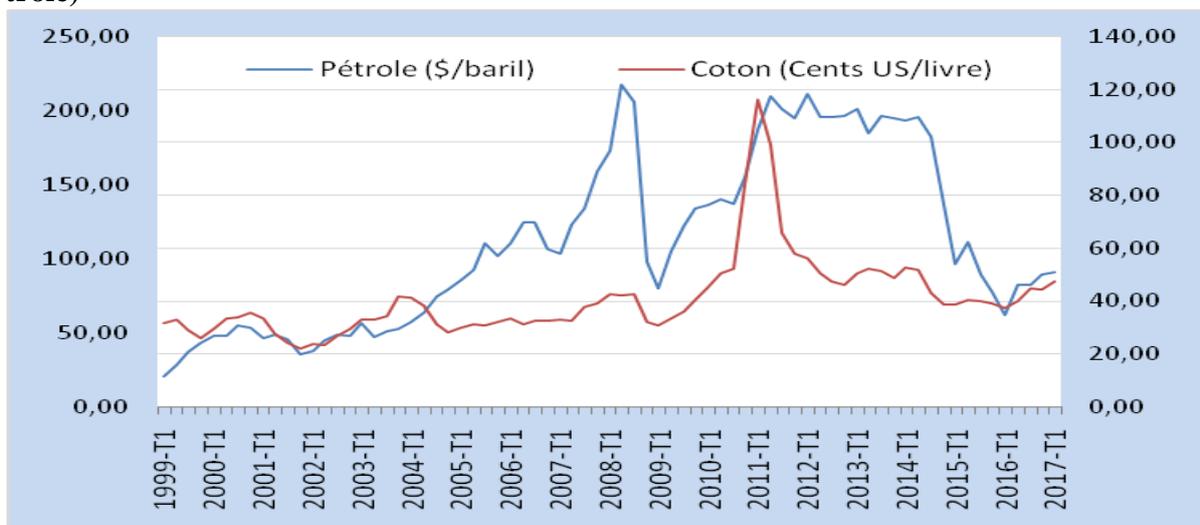
pourcentage) et du Canada (0,05 points de pourcentage).

En ce qui concerne les matières premières, le cours du pétrole brut a enregistré une hausse de 1,40% par rapport au dernier trimestre 2016. Le cours du coton a également grimpé de 7,34% par rapport au quatrième trimestre 2016. En glissement annuel, les cours du pétrole brut (47,72%) et du coton (26,58%) se sont davantage améliorés.

Au premier trimestre, les cours du riz et de la viande de bœuf ont augmenté de 1,17% et 10,34% respectivement par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le prix du riz a augmenté de 0,52% et celui de la viande de bœuf a baissé de 7,20%.

A fin mars 2017, le prix du pétrole brut se situe à 48,60\$ US le baril et le coton à 82,30 Cents le livre.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières (axe droite : coton et axe gauche : pétrole)



Source : INSEE

I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

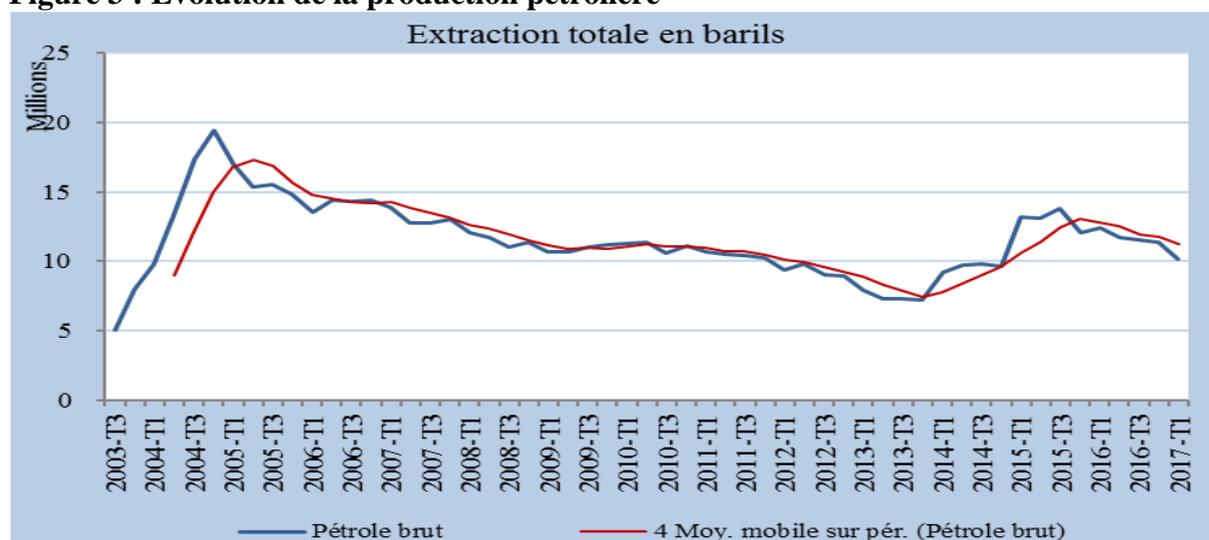
La production pétrolière : une baisse continue des activités de l'extraction du brut

La production pétrolière continue sa baisse entamée au trimestre précédent. Au premier trimestre 2017, elle connaît une diminution de 10,14% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse de production intervient dans un contexte caractérisé par une légère augmentation des cours du brut sur le marché international et un vieillissement des puits de pétrole. En glissement annuel, la production pétrolière a baissé davantage (-18,00%) passant de 12,37 mil-

lions de barils à 10,14 millions au premier trimestre 2017. Ainsi, à fin mars 2017, la production pétrolière s'établit à 3,54 millions de barils.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait légèrement baisser sinon rester stable en raison du vieillissement des puits. Si la tendance actuelle est maintenue, on table sur une production de 9,87 millions pour le deuxième trimestre 2017.

Figure 3 : Évolution de la production pétrolière



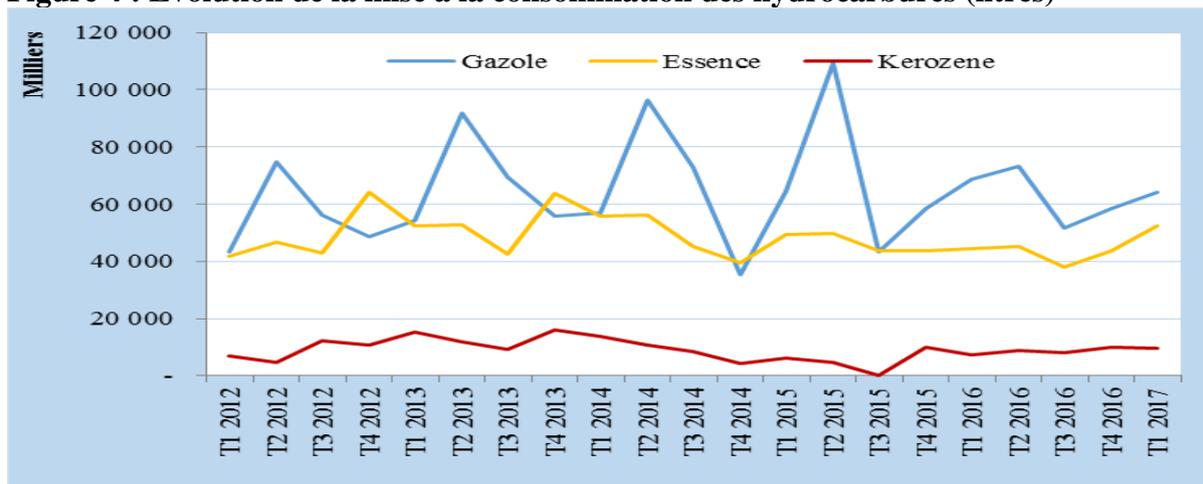
Source : Ministère du Pétrole

Mise à la consommation des hydrocarbures : Raffinerie de Djarmaya

À l'exception du kérosène (-3,12%), tous les produits de raffinage mis à la consommation au premier trimestre 2017 ont augmenté en volume par rapport au trimestre précédent. Les volumes du gazole et d'essence ont augmenté respectivement de 9,42% et 20,77% par rapport au trimestre

précédent. Comparé à l'année passée, le volume de produits de raffinage mis à la consommation a augmenté notamment pour l'essence (18,42%) et le kérosène (29,13%). Par contre le volume de consommation en gazole a diminué de 6,74%.

Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ralentissement des activités industrielles sur fond d'une baisse de production pétrolière

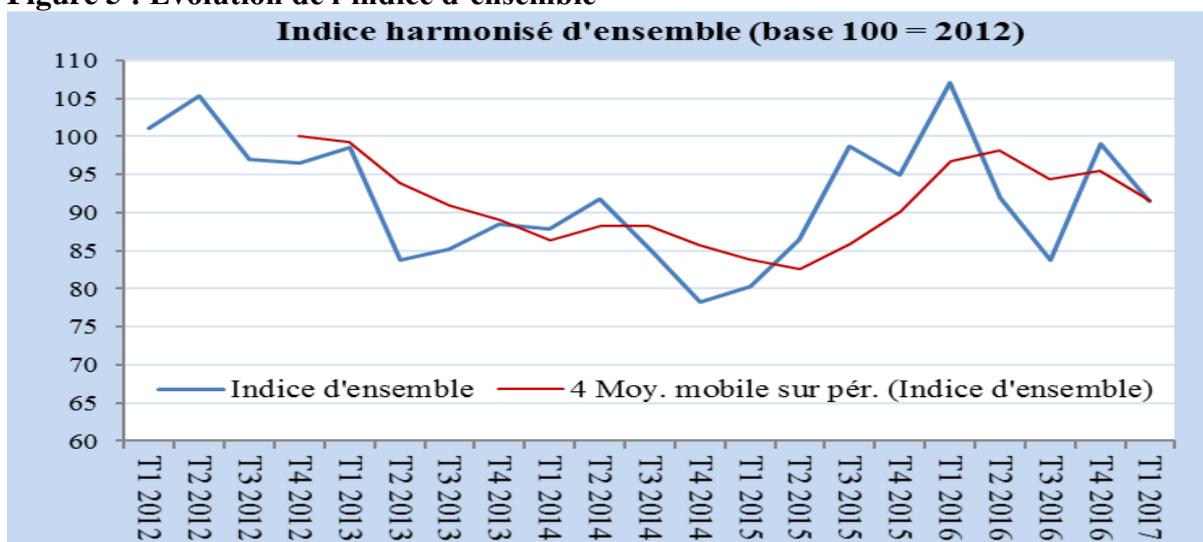
Au premier trimestre 2017, les activités industrielles ont connu une baisse. L'indice harmonisé de la production industrielle a baissé de 7,56% en variation trimestrielle. Cette contreperformance des activités industrielles est essentiellement attribuable à la baisse des activités des industries extractives d'hydrocarbures (-12,22%), d'imprimerie et reproduction d'enregistrement (-86,39%) et de production et distribution d'électricité et de gaz (-50,47%). La détérioration des activités industrielles en début 2017 peut s'expliquer par la baisse dans la production

pétrolière malgré une légère augmentation de son cours. En effet, le pétrole pèse pour 81% de l'indice de production des activités industrielles.

Toutefois, la contreperformance industrielle a été contrée par la fabrication de produits alimentaires (26,96%), le raffinage pétrolier (16,96%) et la fabrication de matériaux minéraux (119,52%).

En glissement annuel, les activités industrielles connaissent une baisse beaucoup plus importante (-14,57%).

Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont reculé de 12,22% au premier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent malgré une légère augmentation du cours de pétrole. L'extraction du brut a baissé de 21,04% pour le consortium ESSO et 16,48% pour Glencore. Aussi, en glissement annuel, la production pétrolière connaît une baisse de 17,87%.

De même, les activités d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement ont baissé de 86,39 par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, ces activités ont également diminué (-70,69%).

La production et distribution d'électricité et de gaz a connu une baisse de 50,47% en glissement trimestriel contre 36,45% en glissement annuel.

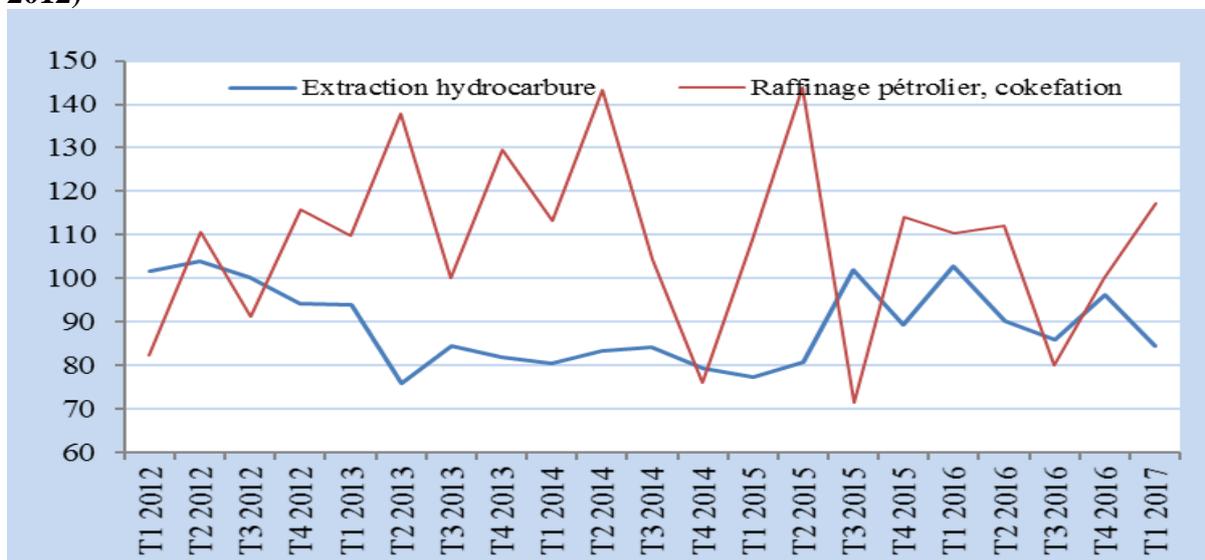
Quant à la fabrication de produits alimentaires, elle semble avoir bénéficié des festivités de fin d'année. En effet, la production agroalimentaire a augmenté de

26,96% par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, la production de produits alimentaires n'a pas atteint son niveau à la même période d'il y a un an (-12,84%).

Le raffinage pétrolier a également connu une augmentation de 16,96% en ce trimestre par rapport au dernier trimestre 2016, conséquence d'une hausse de la mise en consommation des produits pétroliers. En glissement annuel, le raffinage pétrolier n'a pas beaucoup augmenté (6,08%).

La fabrication de matériaux minéraux a connu une hausse de 119,52%. Cette hausse est une conséquence de l'augmentation de la production du ciment qui a atteint 3,5 fois son niveau du dernier trimestre 2016. La production de matériaux minéraux en ce trimestre est encore plus importante par rapport à celui du premier trimestre 2016 (127,28%).

Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)



Source : INSEED

Au regard de nos analyses, l'économie semble être plombée par les industries extractives. Toutefois, la consommation semble la tirer vers le haut. De ce fait, les

activités économiques pourraient davantage se détériorer en raison du vieillissement des puits pétroliers et du manque d'investissement dans l'extraction.

Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)



Source : INSEED

II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES

Une amélioration des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs ont continué d'enregistrer une augmentation entamée au trimestre précédent. Au premier trimestre, les exportations ont augmenté de 107,16% par rapport au quatrième trimestre 2016. En glissement annuel, les exportations en valeur ont augmenté de 6,49%. Cette performance pourrait s'expliquer par les exportations hors pétrole dont le bétail et le coton encouragées par la relative stabilité du contexte de sécurité aux frontières.

Pour ce qui est des importations, elles ont augmenté de 2,26% par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, les importations ont baissé de 19,62%.

Ainsi, au premier trimestre 2017, les exportations représentent 7,03% des importations soit une amélioration du taux de couverture de 3,56 points de pourcentage par rapport au dernier trimestre 2016.

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA) (hors pétrole et coton)

Trimestre	Exportation	Importation	Taux de couverture
2016-T1	5685,92	107227,87	5,30
2016-T2	3285,55	123267,90	2,67
2016-T3	2646,40	72971,10	3,63
2016-T4	2922,95	84288,37	3,47
2017-T1	6055,15	86193,09	7,03

Source : base SYDONIA

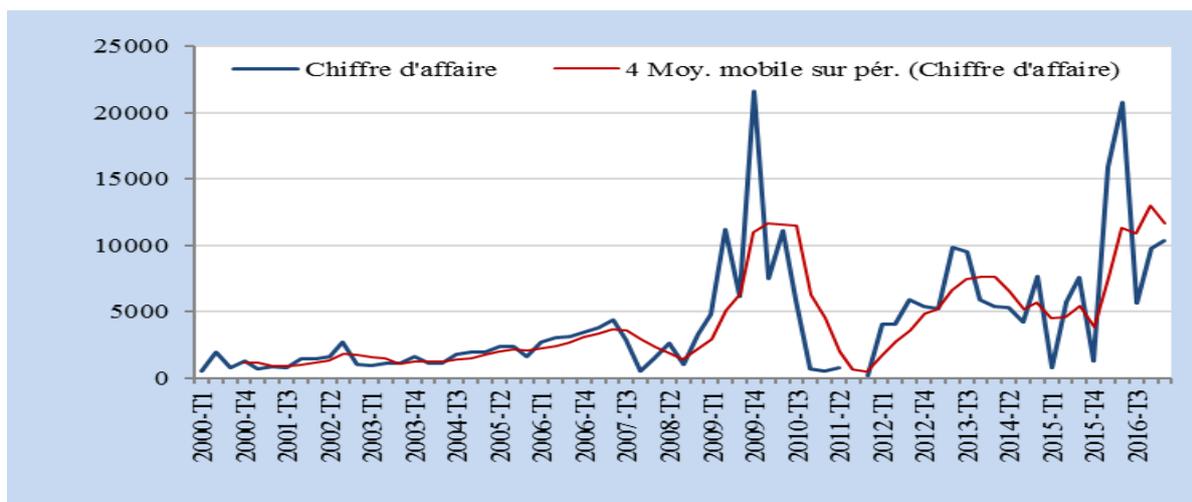
Une légère amélioration des affaires dans les entreprises

Au premier trimestre 2017, les entreprises ont enregistré une légère augmentation de leur chiffre d'affaire (3,10%). Cette situation est essentiellement attribuable à l'hôtellerie et la téléphonie qui ont connu une augmentation de 23,57% et 2,95% de leurs chiffres d'affaire respectifs. L'amélioration des affaires dans la télé-

phonie pourrait s'expliquer par les actions publicitaires menées visant à inciter la consommation des services malgré la taxation gouvernementale augmentant le coût des services.

En glissement annuel, on note une baisse du chiffre d'affaire moyen de 36,70%.

Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA), estimation 2017

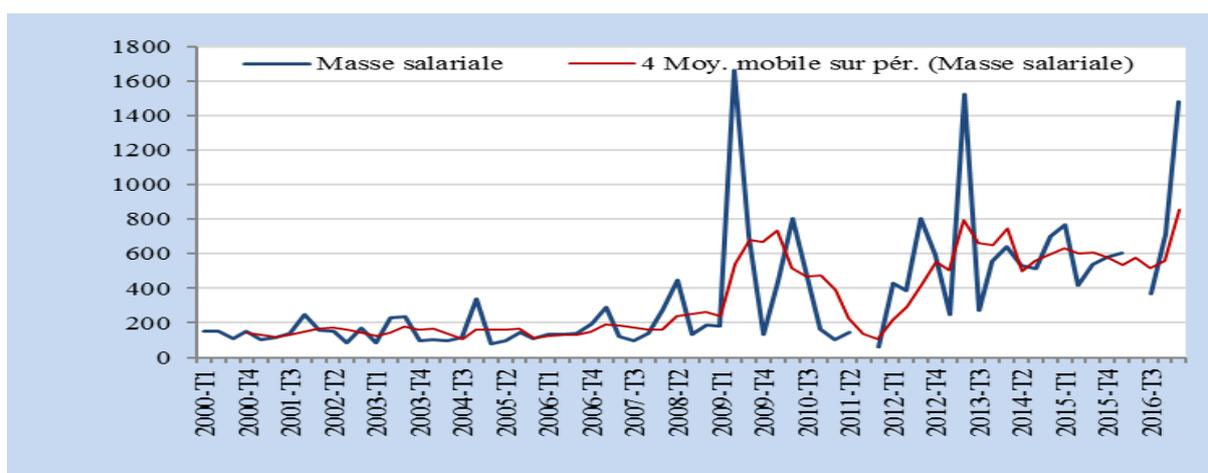


Source : les entreprises concernées

Pour ce qui est de l'emploi, la téléphonie demeure le plus grand pourvoyeur d'emplois privés suivi de l'hôtellerie. La

masse salariale a augmenté dans la téléphonie et ce, plus rapidement que l'emploi.

Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA)



Source : les entreprises concernées

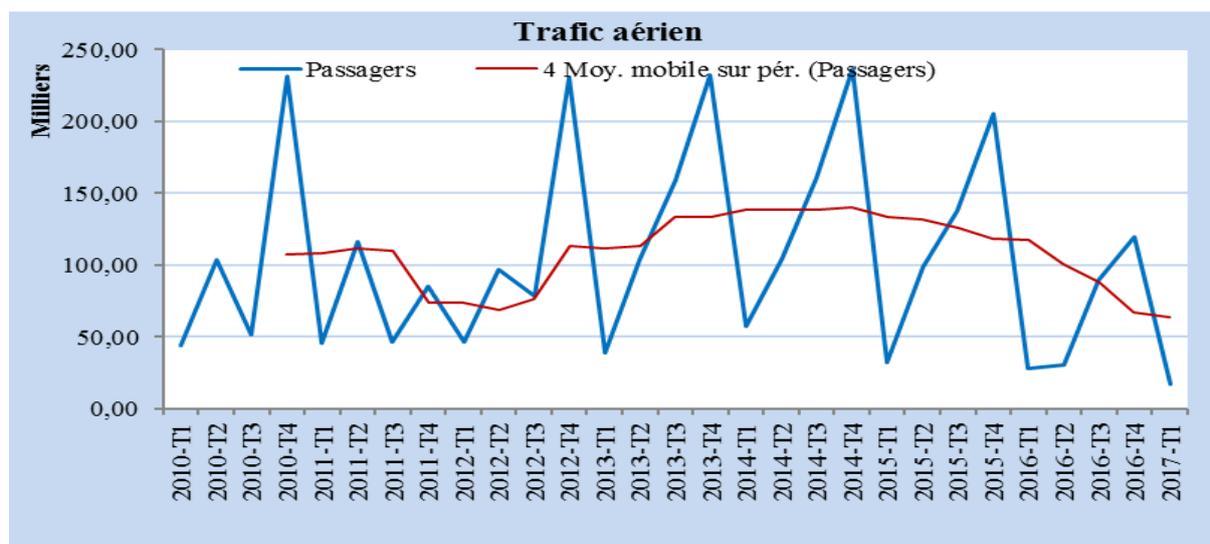
Le trafic aérien : un effondrement

Le trafic aérien à enregistrer une baisse du nombre de passagers de 86,51% par rapport au dernier trimestre 2016. Les mouvements d'avions ont baissé de 69,29% au premier trimestre 2017 par rapport au dernier trimestre 2016. Quant aux frets, leur volume a baissé de 85,91%. La contreperformance dans le trafic aérien peut s'expliquer par la crise économique qui prévaut ainsi que les perturbations dans la délivrance des passeports occasionnant une

baisse du nombre de passager au départ du Tchad.

Cependant, en glissement annuel, le trafic aérien connaît une amélioration. En effet, les mouvements d'avions ont augmenté de 1,27% et les frets ont augmenté de 14,00%. Quant au nombre de passagers, il est en baisse de 41,85% par rapport à son niveau à la même période d'il y a un an. Cette légère augmentation du trafic aérien en 2017 est attribuable à l'amélioration du contexte de sécurité.

Figure 10 : Évolution du trafic aérien [données provisoires T1]



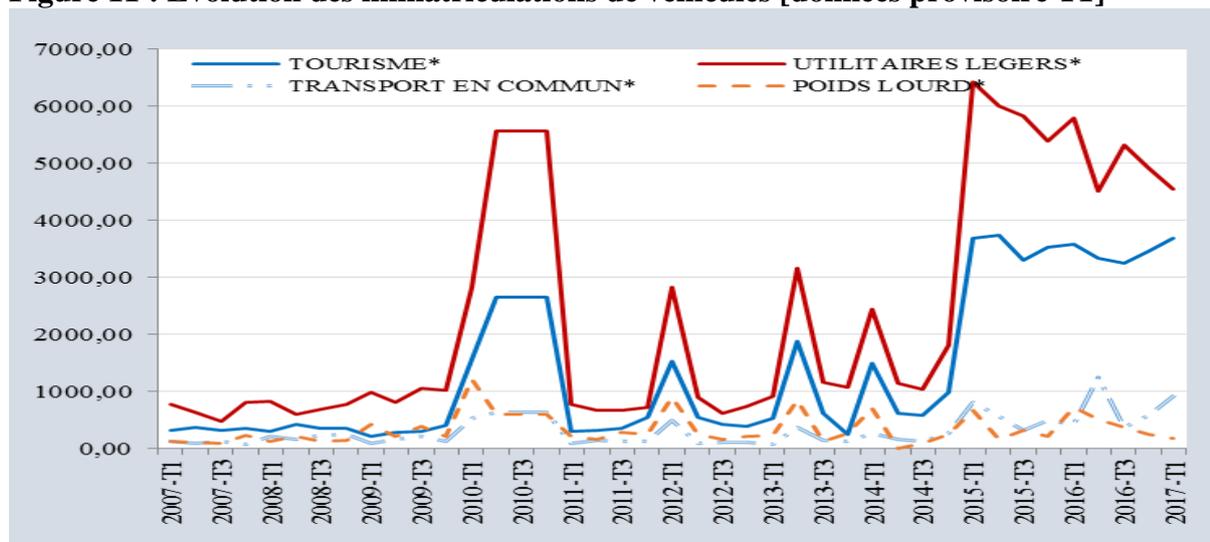
Source : ADAC

Les immatriculations de véhicules : légère baisse

Les immatriculations des véhicules connaissent une baisse entamée au premier trimestre 2017. Ainsi, les immatriculations des véhicules utilitaires légers et les poids lourds ont diminué respectivement de 7,63% et 32,93% au premier trimestre 2017. Toutefois, les véhicules de tourisme et de transport en commun ont augmenté de 6,22% et 55,76% respectivement au premier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, globalement les immatriculations ont diminué de 12,31%. Cette baisse est imputable à l'immatriculation des véhicules utilitaires légers (21,66%) et des poids lourds (76,56%). Le fléchissement a été freiné par l'augmentation des immatriculations de véhicules de transport en commun (117,66%) et des véhicules de tourisme (3,03%).

Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T1]



Source : Direction Générale de Transport de Surface.

II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE

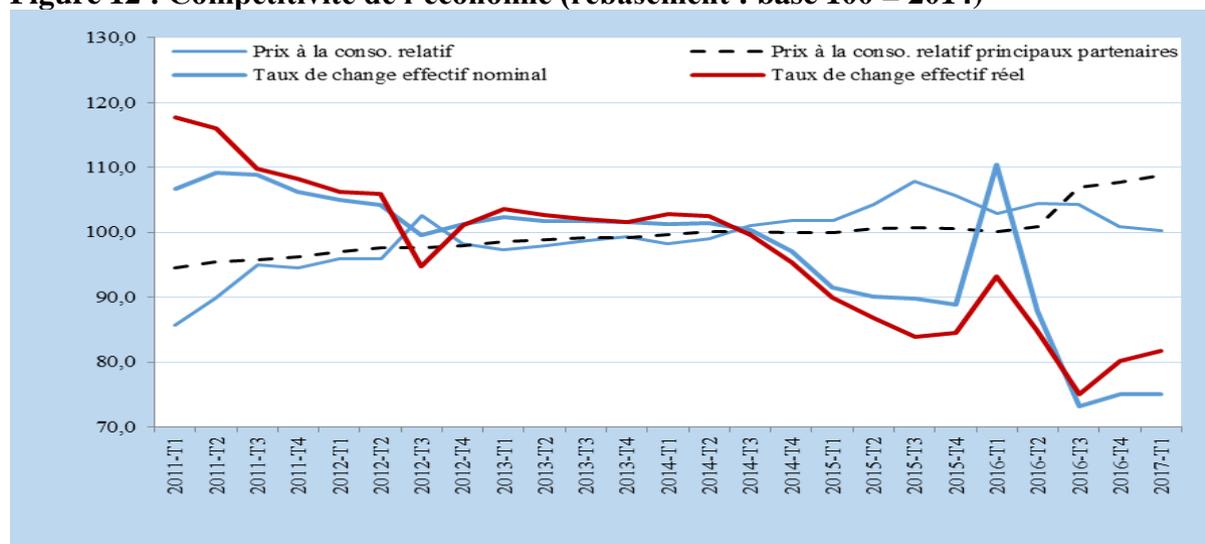
La compétitivité : légère détérioration

L'indice national des prix à la consommation continue sa baisse amorcée au troisième trimestre 2016. Il a légèrement fléchi de 0,59% en ce trimestre par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, les prix à la consommation connaissent une baisse beaucoup plus importante (2,50%). Quant au niveau de prix agrégés des principaux partenaires du Tchad, il a connu une augmentation de 1,03% en glissement trimestriel et 8,57% en glissement annuel.

Pour ce qui est du taux de change effectif nominal, il a connu une légère amélioration

de 0,05% par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, le taux de change nominal s'est déprécié de 31,99%. En valeur réelle, le taux de change s'est plus apprécié (1,79%) au premier trimestre 2017 par rapport au dernier trimestre 2016. Tout de même, il a enregistré une baisse de 12,34% en glissement annuel. En bref, le niveau de compétitivité du Tchad continue sa détérioration entamée au dernier trimestre 2016. Toutefois, le pays reste compétitif en 2017 par rapport à l'année 2016.

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

II.5 LES PRIX

Prix à la consommation : la baisse continue

Au premier trimestre 2017, l'indice national continue sa baisse entamée depuis le troisième trimestre 2016. Le niveau des prix a baissé de 0,59 % par rapport au dernier trimestre 2016. Cette tendance baissière est attribuable à celle enregistrée sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-3,52%) ainsi que sur les boissons alcoolisées (-4,43%). Par ailleurs, les autres biens et services connaissent également une baisse de 4,13%.

Le fléchissement du niveau général de prix a été amoindri par une hausse de prix

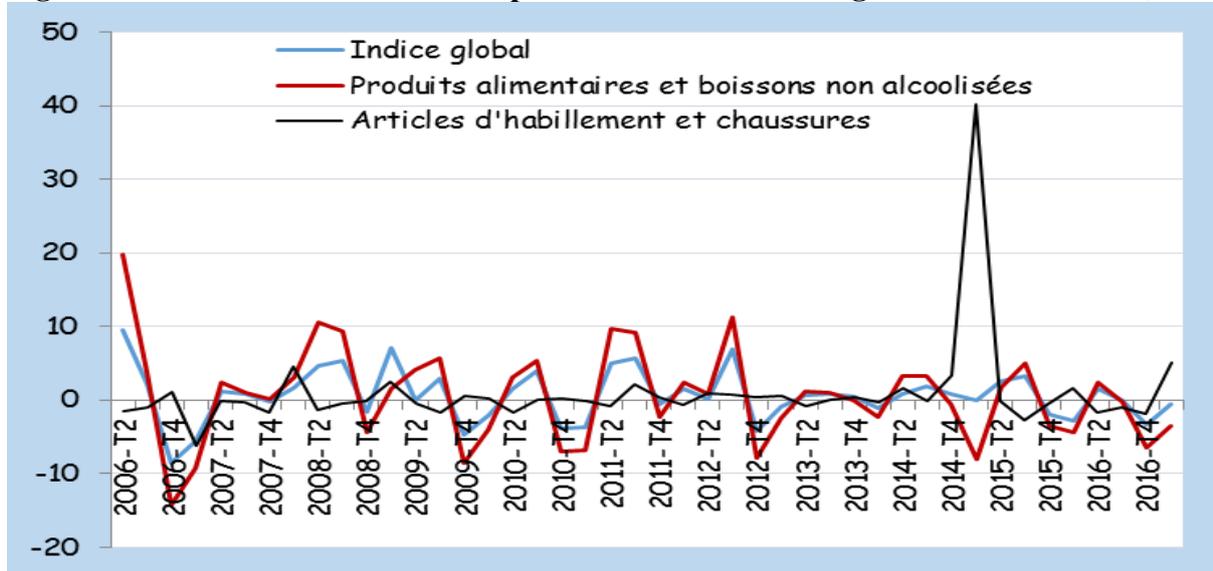
d'articles d'habillement et chaussures (5,19%) en raison des festivités de fin d'année. Aussi, les services de transport (2,48%) et de communication (6,59%) ont enregistré des hausses. La hausse enregistrée sur ces services peut s'expliquer par l'application de la taxation sur les produits pétroliers (carburant) et la télécommunication suite aux mesures visant à juguler la crise économique que connaît le pays.

Par ailleurs, en glissement annuel, le niveau des prix a davantage baissé (-2,50%).

En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national de prix à la consommation pourrait grimper au deuxième trimestre 2017 pour se situer au tour

de 104,53 en raison de l'arrivée des pluies rendant difficile la circulation des denrées et de la période de Ramadan propice à l'augmentation des prix.

Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)



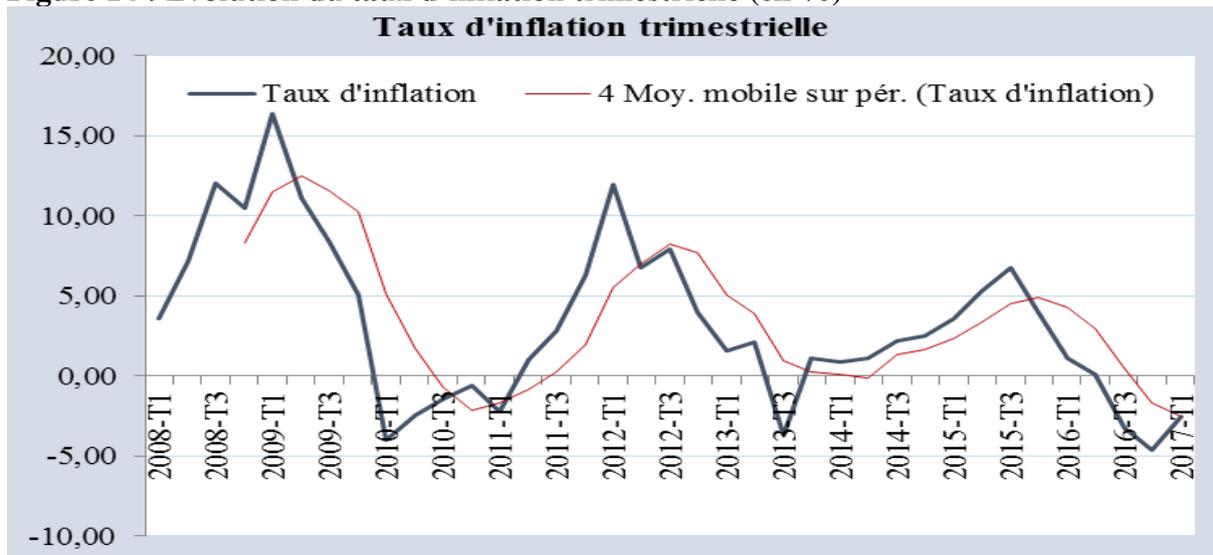
Source : INSEED

L'inflation : légère augmentation

L'inflation a légèrement grimpé au premier trimestre 2017 pour se situer à - 2,50% contre -4,60% au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2016, l'inflation est en baisse de 3,61 points de

pourcentage. Le léger relèvement de l'inflation est dû surtout à l'augmentation des services de transport et télécommunication ainsi que celle des articles d'habillement et chaussures.

Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)



Source : INSEED

Niveau et tendance de prix des produits et service de première nécessité dans quelques grandes villes

N'Djamena : Au premier trimestre 2017, l'indice global de N'Djamena est en baisse de 0,94% par rapport au premier trimestre 2016. Cette baisse est de 1,99% en glissement annuel. Le fléchissement du niveau général des prix de cette ville a concerné les produits de première nécessité dans leur ensemble.

Abéché : Au niveau de la ville d'Abéché, il est à relever une légère hausse de 0,60% de l'indice global des prix en glissement trimestriel. Comparés aux prix de l'année passée, le niveau général des prix a baissé de 1,58%. Par ailleurs, en ce trimestre, les prix de denrées de première nécessité ont baissé par rapport à la même période d'il y a un an.

Doba : S'agissant de la ville de Doba, l'indice général connaît une forte baisse de 8,08% en glissement annuel. Cependant en variation trimestrielle, il est en hausse de

2,35%. Pour ce qui est des prix des denrées de première nécessité, leur niveau est en baisse par rapport au premier trimestre 2016.

Moundou : Au premier trimestre 2017, le niveau général des prix a connu une baisse de 3,91% par rapport à celui de la même période de 2016. En glissement trimestriel, cette baisse est moindre (-0,94%). Les produits de première nécessité ont enregistré également une diminution de niveau.

Sarh : Au premier trimestre 2017, le niveau général des prix a fléchi de 6,92% par rapport à la même période de 2016. Comparé au trimestre précédent, le niveau des prix a grimpé de 0,82%. Pour ce qui est des produits de première nécessité, leur niveau est en baisse ce trimestre par rapport au premier trimestre 2016, à l'exception du gaz butane et du gombo séché.

Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %)

	N'Djamena		Abéché		Doba		Moundou		Sarh	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel								
Petit Mil (kg)	-3,041	-5,565	-15,340	-11,452	0,017	-17,784	-11,599	-26,584	-14,326	-34,462
Mais (kg)	-0,147	-4,723	-9,350	-13,930	4,297	-24,503	2,518	-22,384	22,726	-25,364
Riz (kg)	0,982	-2,043	0,705	0,086	16,640	-31,226	6,507	-25,336	-26,160	-26,069
Sorgho (kg)	0,419	-7,740	-14,351	-19,267	20,096	-18,718	-5,457	-26,044	21,080	-38,067
Farine de blé (kg)	-2,833	-1,988	-16,433	-17,992	17,069	22,735	-1,051	-1,616	-0,060	-2,649
Viande de bœuf avec os (kg)	2,969	-19,733	3,383	0,796	-8,427	-3,674	-3,064	-13,169	1,069	-17,283
Viande de mouton (Kg)	9,793	-9,271	8,830	-2,360	-0,880	15,340	-6,678	-11,721	4,554	-22,408
Viande de bœuf sans os (kg)	4,826	1,443	5,573	-5,799	1,018	-3,152	-24,529	-27,534	4,492	-0,415
Carpe fraîche (Kg)	-11,162	-21,486			-17,361	-14,812	-8,329	-8,651	-50,000	-26,396
Huile d'arachide locale (litre)	-0,580	-5,510	-9,537	-18,934	3,870	-41,012	11,240	-7,300	-15,011	-34,133
Datte locale (kg)	1,961	5,094	7,255	6,069	30,577	14,741	-0,400	-0,936	-1,111	-9,608
Piment séché (kg)	-10,559	-64,508	4,781	-41,798	45,267	-76,873	-3,632	-60,787	-13,563	-65,591
Gombo séché (kg)	12,348	87,733	-34,138	20,517	91,074	27,791	-15,471	61,543	-0,135	88,869
Eau (m ³)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Électricité 1er tranche (kwh)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gaz butane de 6kg		-33,000		0,000		0,000	-7,407	-7,407	-0,746	38,542
Essence (litre)	8,958	8,958	10,000	0,000	7,317	1,538	9,883	-0,606	4,135	0,000
Gaz-oil (litre)	8,190	8,190	9,756	0,000	5,481	-1,657	8,713	-12,481	-1,641	-1,641
Indice global	-0,940	-1,988	0,605	-1,577	2,351	-8,083	-0,656	-3,913	0,825	-6,916

Source : INSEED

Les produits locaux et importés

Une analyse de l'évolution du niveau des prix dans les cinq grandes villes selon

l'origine des produits montre que les prix des produits locaux continuent leur baisse

entamée au trimestre précédent. Le niveau de prix de ces produits a baissé de 2,11% à N'Djamena, 1,03% à Abéché et 0,76% à Moundou par rapport au dernier trimestre 2016 à cause de la disponibilité des produits de la nouvelle récolte et la fin de saison des pluies qui facilite l'approvisionnement des produits sur les marchés. Par contre, Doba (1,08%) et Sarh (2,88%) ont enregistré une augmentation de prix de ces produits.

Comparé au niveau de prix de l'année précédente à la même période, le niveau de prix des produits locaux a beaucoup baissé à Doba (8,35%), Sarh (7,26%) et Moundou (5,01%).

Pour ce qui est des produits importés, leur niveau de prix a également baissé dans

toutes les villes à l'exception de Doba (6,60%) et de N'Djamena (0,95%). Ainsi, le prix des produits importés a baissé à Abéché (0,63%), Moundou (0,14%) et Sarh (4,59%) en ce trimestre par rapport au dernier trimestre 2016. En glissement annuel, le niveau de prix des produits importés est resté élevé par rapport à la même période en 2016 à N'Djamena (2,46%) et Abéché (0,54%). Ces prix ont baissé à Doba (0,78%), Moundou (0,83%) et Sarh (6,37%). La baisse de prix du trimestre par rapport au précédent peut s'expliquer par la relative amélioration du contexte de sécurité aux frontières et l'état de routes qui redeviennent praticables.

Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)

	Produits locaux		Produits importés	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Ndjamena	-2,113	-2,895	0,945	2,458
Abéché	-1,026	-1,675	-0,630	0,538
Doba	1,079	-8,350	6,600	-0,782
Moundou	-0,759	-5,013	-0,141	-0,829
Sarh	2,879	-7,259	-4,585	-6,365

Source : INSEED

L'inflation sous-jacente : augmentation

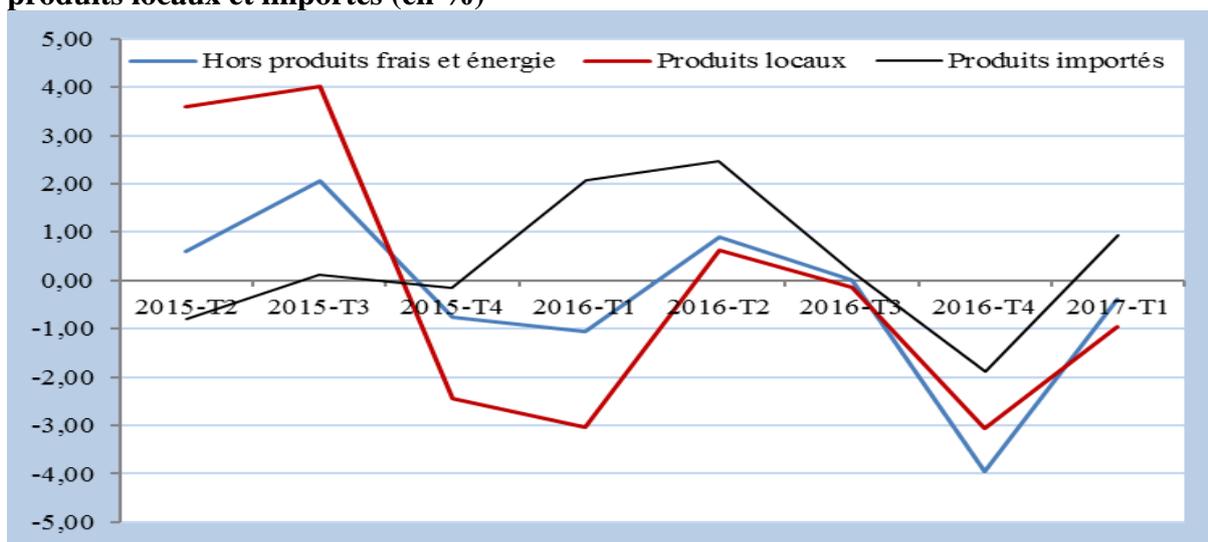
L'inflation hors produits frais et énergie a grimpé au premier trimestre 2017 pour se situer à - 0,39% contre -3,95% au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2016, l'inflation hors produits frais et énergie est en hausse de 0,68 points de pourcentage. Par ailleurs, cette inflation dépasse l'inflation générale, comprenant les produits frais et énergie, de 2,11 points de pourcentage.

Pour ce qui est des produits locaux, le niveau d'inflation est passé de -3,06% au dernier trimestre 2016 pour se situer à - 0,96% au premier trimestre 2017. Comparativement au niveau d'inflation de la

même période de 2016, il a augmenté de 2,07 points de pourcentage.

En ce qui concerne les produits importés, l'inflation sous-jacente a grimpé de 2,82 points de pourcentage entre le dernier trimestre 2016 et le premier trimestre 2016. La hausse du niveau d'inflation pourrait s'expliquer par le relèvement des taxations lié aux 16 mesures gouvernementales. Par contre, l'inflation des produits importés a baissé de 1,15 point de pourcentage par rapport à son niveau au premier trimestre 2016 (2,08%). Cette baisse intervient dans un contexte d'amélioration de la sécurité aux frontières facilitant l'entrée des produits importés.

Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)



Source : INSEED

II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE

Détérioration des finances publiques et contraction des financements extérieurs

Au premier trimestre 2017, les finances publiques sont caractérisées par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, les recettes budgétaires ont enregistré une baisse. Il en est de même des dépenses budgétaires qui ont enregistré une baisse beaucoup plus importante que les recettes.

Les recettes base caisse ont connu une diminution de 18,07% par rapport au dernier trimestre 2016. Le recul de ces recettes trouve son explication dans la crise actuelle qui inhibe les commandes des entreprises qui en retour entraîne un ralentissement des activités économiques. Les recettes budgétaires (-27,60%) ainsi que les recettes sans titre (-117,87%) ont baissé davantage.

En glissement annuel, la situation de recettes est assez reluisante, avec une augmentation des encaisses de 6,00%, des recettes budgétaires de 37,65%.

Quant aux dépenses base décaissement, elles ont baissé de 41,17% au premier trimestre 2017 en raison de l'application de 16 mesures d'urgence prises par le Gouvern

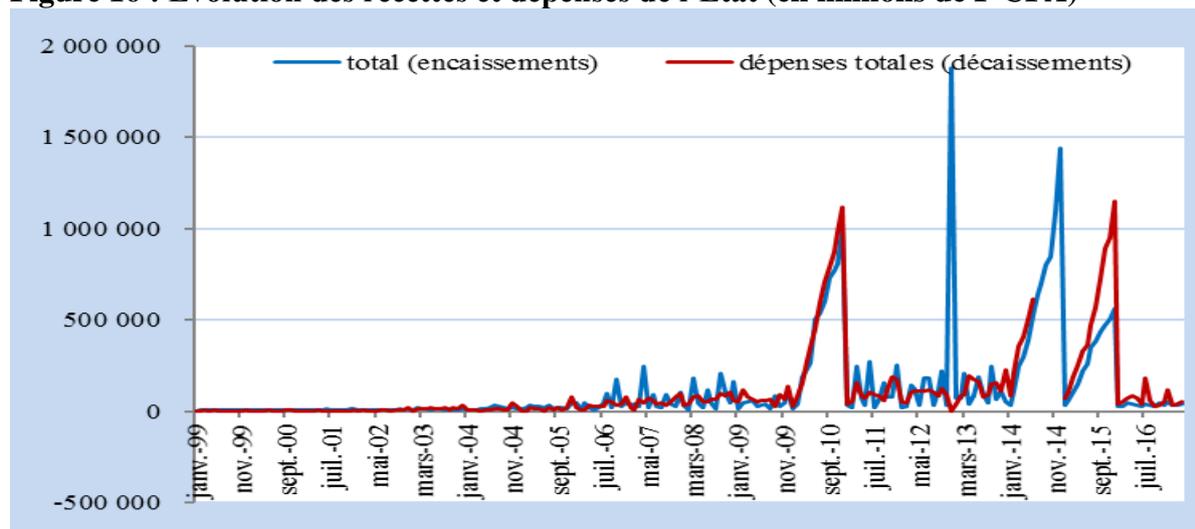
nement et des instructions données aux services du Ministère des Finances et du Budget de garantir en premier le salaire. Les dépenses à imputer ont contribué davantage à cette baisse (163,11%).

Sur le plan des dépenses au premier trimestre 2017, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement ont reculé respectivement de 42,84%, 79,33% et 100,00% respectivement. Tandis que les transferts de l'État ont diminué de 94,09%. La situation des finances publiques continue de présenter une image dégradée qui peut s'expliquer par l'impact négatif du ralentissement général des activités économiques.

En glissement annuel, seules les dépenses de fonctionnement (530,04%) et les dépenses à imputer (32,15%) ont augmenté.

Malgré les efforts du gouvernement pour assurer le financement des investissements essentiels, l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays limitrophes ainsi que la prise en charge des réfugiés pèsent sur la trésorerie publique.

Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)



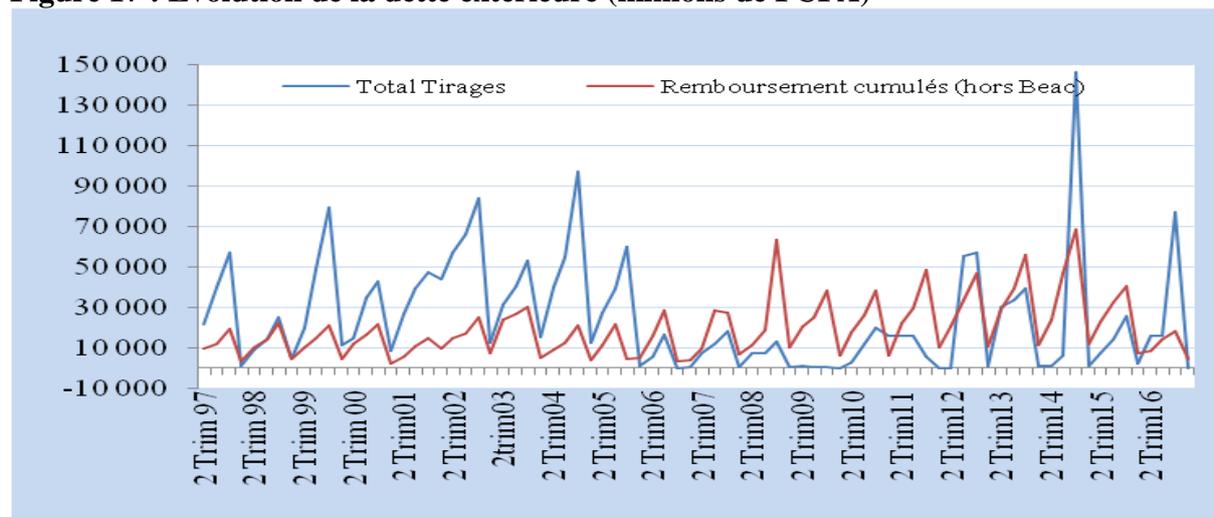
Source : Trésorerie Paierie Générale

Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure à fin mars 2017 établie à 797,017 milliards de FCFA est en baisse de 0,97% en glissement trimestriel et de 0,23% en glissement annuel. Cette baisse de l'encours de la dette s'est établie malgré la baisse des remboursements (hors BEAC) qui ont intervenu en ce trimestre (75,34%) atteignant 4,46 milliards de FCFA. La baisse des remboursements du trimestre est essentiellement due à celui des crédits multilatéraux

qui ont chuté de 95,62% alors que les remboursements des crédits bilatéraux ont atteint 2 fois leurs niveaux au trimestre précédent (3,715 milliards). En glissement annuel, les remboursements cumulés ont baissé de 37,93%. La baisse des remboursements des crédits multilatéraux pourrait s'expliquer par une certaine réallocation des ressources qui consiste à payer les dépenses sensibles (salaires, sécurité, etc.).

Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

La situation monétaire : légère baisse de crédit à l'économie et des créances nettes sur l'État

La situation monétaire est caractérisée par une détérioration de la position extérieure

nette (16,53 %) à fin mars 2017 comparativement à fin décembre 2016. Cette dété-

rioration est encore plus importante comparativement à la même période de 2016 (158,10%). D'après la BEAC, cette détérioration de la position extérieure nette du système monétaire du Tchad provient de l'effet conjugué de l'augmentation de 204,9% des engagements extérieurs de la Banque Centrale ainsi que de la baisse de ses réserves internationales (-162,5%).

Quant aux crédits intérieurs, ils connaissent une diminution de 2,59% en mars 2017 par rapport à décembre 2016. Les composantes « crédits à l'économie » et « crédits intérieurs » connaissent également une légère baisse (0,40 % et 2,59% respectivement) en mars 2017 par rapport à décembre 2016. En glissement annuel, les crédits à l'économie augmentent de 10,05% pour atteindre 1138,46 milliards de

F CFA. Quant à la position nette de l'État sur le système bancaire, elle s'est légèrement améliorée en fin mars, passant de 534,55 milliards de F CFA en décembre 2016 à 506,88 milliards en mars 2017. Toutefois, comparée à mars 2016, la position nette du Gouvernement s'est beaucoup détériorée en mars 2017. Cette situation peut s'expliquer par l'augmentation des crédits du Fonds Monétaire Internationale (FMI) et la baisse des dépôts publics (BEAC, 2017).

Quant à la masse monétaire, elle enregistre une légère baisse (8,36%) en mars 2017 par rapport à décembre 2016. De même, en glissement annuel, la masse monétaire régresse de 12,13%.

Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)

Fin de périodes		Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance net sur l'État	crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	- 72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	- 72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	- 79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
2015	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	- 92 496
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	- 92 919
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	- 114 035
	DEC	88 599	902 257	299 245	603 012	977 650	
2016	MARS	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	- 217 060
	JUIN	- 279 880	1 136 012	473 951	662 061	921 646	
	SEPT	- 303 003	1 212 900	543 556	669 344	956 059	
	DEC	- 303 680	1 168 696	534 552	634 144	922 225	
2017	MARS	- 353 881	1 138 457	506 878	631 579	845 084	

Source : BEAC

II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Amélioration attendue de l'économie

En 2017, l'économie nationale connaîtrait une légère amélioration. La croissance s'établirait à 1,3%. Cette performance serait attribuable à l'agriculture et l'élevage. L'élevage s'améliorerait grâce à l'amélioration du contexte de sécurité propice aux exportations de bétails. Ainsi, le PIB pétrolier connaîtrait une croissance de

5,8% tandis que le PIB hors pétrole enregistrerait une croissance de 0,9% pour l'année 2017. Le ralentissement des activités économiques serait plus important dans le secteur de service (-3,9%) alors que le secteur primaire et le secteur secondaire enregistreraient une croissance de 6,1% et 0,8% respectivement.

Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)

Agrégats/Année	2015	2016	2017
Secteur primaire	9,1	4,6	6,7
Secteur secondaire	-5,3	-8,1	0,8
Secteur tertiaire	-1,0	-8,6	-4,4
PIB au prix du marché	3,1	-3,2	1,3
PIB pétrolier	29,1	-9,0	5,8
PIB hors pétrole	-1,4	-2,5	0,9

Source : DEP/MFB, 2017

Dépenses publiques en baisse

La situation économique défavorable évoquée précédemment n'est pas sans conséquence sur les finances publiques. Ainsi en 2016, les dépenses de l'État connaîtront une baisse de 28,11 % par rapport à leur niveau de 2015. Les dépenses de fonctionnement courant (biens et services) reculeront de 81,02 % pour s'établir à

17,55 milliards de F CFA. Les intérêts de la dette, les transferts et les investissements diminueront de 11,55 %, 55,91 % et 31,48 % respectivement. Toutefois, les dépenses de personnel augmenteront de 4,45 % par rapport à 2016.

Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA)

	2015	2016
Dépenses totales	1115,09	801,63
Intérêts de la dette	44,14	39,04
Dépenses de personnel	368,85	385,27
Dépenses de biens et services	92,49	17,55
Dépenses de transferts	237,14	104,55
Dépenses d'investissements	372,48	255,23

Source : DEP/MFB, 2016

Annexe 1 :

II. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS

Selon les projections de l'INSEED, le Tchad compte 14,7 millions d'habitants en 2017, inégalement répartie sur une surface de 1 284 000Km². Ainsi, on compte 11,41 habitants au Km². Le taux de croissance de la population est de 3,6 % faisant du Tchad un des pays à fort taux d'accroissement et de fécondité. En effet, l'indice synthétique de fécondité se situe à 6,4 enfants et 30% de naissance sont à intervalle inter gésique court (moins de 24 mois). Cette situation peut s'expliquer par la précocité des femmes à la 1^{ère} union (16,1 ans) et au 1^{er} accouchement (51% des femmes de 20-24 ans ont eu la 1^{ère} naissance vivante avant 18 ans). La faible connaissance des méthodes contraceptives, 63% des femmes ont une connaissance des méthodes contraceptives modernes (contre 23% des méthodes traditionnelles) vient renforcer également ce niveau de fécondité. De plus, les besoins en contraceptions restent assez élevés chez les femmes en union (23%). Malheureusement, seulement 22% des accouchements se sont passés dans un établissement de santé et 24% par un professionnel de santé.

Ainsi, le Tchad, comme tout autre pays à faible revenu connaît d'importants problèmes sanitaires. Le paludisme demeure le 1^{er} motif de consultation dans les formations sanitaires (MSP/DSIS, 2016) du fait de la faible utilisation des moustiquaires imprégnés d'insecticide (36% des enfants de moins de 5ans et 35% des femmes enceintes). De plus, la prévalence du VIH/Sida chez les jeunes est de 1,4 % chez les femmes et 0,7 % chez les hommes. Ainsi, la mortalité infantile s'élève à 72 pour 1000 naissances vivantes. Cette situation tire l'espérance de vie à la naissance vers le bas. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance d'un tchadien est de 51,6 ans soit plus de 0,2 ans par rapport à une femme tchadienne.

L'éducation reste également un défi pour le pays avec un taux d'alphabétisation des adultes s'établissant à 53,8 % chez les hommes contre 47,8 % chez les femmes et un taux de fréquentation du primaire de 50,9%.

Le niveau de pauvreté demeure également important dans la population ; soit une incidence de 46,7 %.

Tableau 7 : Indicateurs sociodémographiques

Population totale 2017 (Projection RGPH2, 2014)		14 649 076 hts
Densité (Projection RGPH2, 2014)		11,41 Hbts au km ²
Taux annuel moyen d'accroissement intercensitaire (RGPH2 2009)		3,60%
Espérance de vie à la naissance (RGPH2 2009)	– Total	52,4 ans
	– Femmes	51,4 ans
	– Hommes	51,6 ans
Taux d'alphabétisation des adultes (EDS-MICS 2014)	– Total	50,10%
	– Femmes	35,30%
	– Hommes	64,80%
Taux net de fréquentation niveau primaire (EDS-MICS 2014)	– Total	50,90%
	– Femmes	47,80%
	– Hommes	53,80%
Indice synthétique de fécondité (EDS-MICS 2014)		6,4
Taux Global de fécondité général (TGFG)		239
Âge médian aux premiers rapports sexuels : femmes de 25-49 ans		16,2
Âge médian à la première union : femmes de 25-49 ans		16,1
Femmes de 15-19 ans qui sont déjà mères ou enceintes		36%
Femmes de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans		51%
Proportion d'intervalle inter génésique court (EDS-MICS)		30,00%
Connaissance des méthodes contraceptives (chez les femmes), EDS-MICS, 2014		
	- Modernes	63,00%
	- Traditionnelles	23,00%
Besoins en contraception non satisfaits (EDS-MICS, 2014)		23,00%
Accouchements effectués dans un établissement de santé		22%
Accouchements effectués avec l'assistance d'un professionnel de la santé formé		24%
Proportion de femmes victimes de violence physique depuis l'âge de 15 ans (EDS-MICS, 2014)		29,00%
Taux de mortalité infantile (EDS-MICS 2014)		72 ‰
Taux de mortalité maternel des 15-49 ans		2,06‰
Taux de prévalence du VIH/SIDA, les 15-24ans (EDS-MICS).	– Femmes	1,40%
	– Hommes	0,70%
Prévalence du VIH pour les femmes de 15-49 ans		1,80%
Prévalence du VIH pour les hommes de 15-49 ans		1,30%
Femmes de 15-24 ans ayant une connaissance approfondie du VIH/SIDA		11%
Femmes de 15-49 ans qui déclarent connaître un lieu de dépistage du VIH		41%
Enfants de moins de 5 ans qui accusent une insuffisance pondérale sévère		11%
Enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance sévère		22%
Enfants de moins de 5 ans sévèrement émaciés		4%
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée		12%

Enfants de moins de cinq ans ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	36%
Femmes enceintes ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	35%
Enfants de 12-23 mois qui ont reçu tous les vaccins recommandés	25%
Membres des ménages utilisant des sources améliorées pour l'eau de boisson	55%
Membres des ménages qui utilisent de l'eau de boisson non améliorée qui utilisent une méthode de traitement appropriée	9%
Membres des ménages utilisant des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées	7%
Incidence de la pauvreté (ECOSIT 2011)	46,70%

Source : INSEED

Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	Cameroun	570 938,60	84,90
2	France	36 881,75	5,48
3	États Unis	26 054,41	3,87
4	Chine	12 174,39	1,81
5	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
6	Inde	2 541,70	0,38
7	Canada	2 290,75	0,34
8	Belgique	2 076,47	0,31
9	Soudan	1 477,35	0,22
10	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
Total des 10		660 728,34	98,25
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	France	36 881,75	5,48
2	États Unis	26 054,41	3,87
3	Chine	12 174,39	1,81
4	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
5	Inde	2 541,70	0,38
6	Canada	2 290,75	0,34
7	Belgique	2 076,47	0,31
8	Soudan	1 477,35	0,22
9	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
10	Allemagne	1 361,23	0,20
Total des 10		91 150,97	13,55
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays destinations	Valeurs (en million F CFA)	Pourcentage dans l'ensemble des exportations
1	Turquie	3 413,65	23,48
2	France	2 538,75	17,46
3	Chine	1 732,90	11,92
4	Cameroun	1 462,56	10,06
5	Tunisie	1 339,80	9,21
6	Algérie	742,29	5,10
7	États Unis	666,13	4,58
8	République centrafricaine	365,52	2,51
9	Inde	328,61	2,26
10	Nigéria	298,90	2,06
Total de 10		12 889,11	88,64
Total général		14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole et coton)

Produits	Valeurs (million de FCFA)	Pourcentage
Graines de sésame	4 003,50	27,53
Parties de machines de sondage ou de forage	2 323,55	15,98
Gomme arabique	2 187,32	15,04
Autres fils en fer ou en acier non alliés	1 102,51	7,58
Constructions préfabriquées	550,28	3,78
Tracteurs routiers pour semi-remorque cylindrée de 4.500 cm ³ ou	483,96	3,33
Autres préparations pour sauces condiment et assaisonnement	358,51	2,47
Total	11 009,63	75,72
Total général	14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Supervision générale et coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF IBN ALI**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle économique et sociale sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site Internet : www.inseedtchad.org**